Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 49 (1969)
Heft: 4: La situation monétaire internationale

Artikel: La guerre de l'or
Autor: Sédillot, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-888105

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La guerre de l'or

René SÉDILLOT

Directeur et Rédacteur en chef de « La Vie Française »

Y a-t-il un problème de l'or ? Bien plutôt, sur le plan international, il y a une guerre de l'or. Elle se déroule parallèlement sur le terrain de la doctrine et sur le terrain des faits.

Commençons par l'aspect théorique du conflit. Il s'agit de savoir à quel étalon doit se référer la monnaie. Durant des siècles, l'or et l'argent se sont disputés la prééminence — le métal jaune l'emportant finalement au XIXe siècle dans les pays blancs, et le métal blanc l'emportant dans les pays jaunes. Au XXe siècle, l'or, passant de l'Europe à l'Asie, de l'Occident à l'Orient, a d'abord étendu son empire. Mais, dans la deuxième moitié du siècle, il s'est vu contesté par un dangereux rival : le dollar.

L'étalon-or, tel qu'il était né empiriquement en Angleterre, aux lendemains des guerres napoléoniennes, et tel qu'il s'était répandu par la suite sur le monde, n'a pas survécu aux deux guerres qui ont embrasé la planète. Les conflagrations ont condamné les monnaies au cours forcé, suspendu la convertibilité des billets en métal (au moins à l'usage des particuliers). Les peuples ont pris l'habitude des monnaies de papier. Seuls les États policés ont restauré, à leur usage réciproque, la possibilité de les convertir soit en or, soit en devises.

Ce régime a reçu le nom, passablement singulier, d'étalon de change-or. Il permet à une Banque centrale, non seulement d'accumuler dans ses coffres, tout à la fois, de l'or et des devises, mais d'effectuer les règlements internationaux et d'assurer la convertibilité extérieure de ses billets de l'une ou l'autre façon.

L'expression « étalon de change-or » n'est qu'un euphémisme discret. Il faut lire et comprendre « étalon-dollar ». Pratiquement, deux devises seulement tiennent lieu de monnaies de réserve : le dollar et le sterling. Et comme ce dernier, dévalué deux fois depuis la dernière guerre, est tenu très généralement pour suspect, seul (en dehors de la zone-sterling), le dollar sert de moyen de change.

Il en résulte que les États-Unis, première puissance économique (et politique) du monde, peuvent impunément conserver une balance des paiements en déficit, et ils ne s'en privent pas. Les dollars qui servent au règlement de ce passif s'entassent dans les caisses des Banques étrangères : les Banques commerciales en font des « Eurodollars ». Les Banques centrales les font figurer dans leurs encaisses ; et, comme Washington les prie poliment de les conserver sans les convertir en or, elles les entassent avec docilité.

Entre partisans de l'étalon-or et de l'étalon-dollar, s'instaure un dialogue parfois véhément, qui tourne souvent au dialogue de sourds.

— Votre système, disent les premiers, confère au dollar un privilège exorbitant. Il serait plus correct de restaurer les mécanismes, parfaitement neutres, de la convertibilité en métal.

— Ce retour en arrière répliquent les seconds, ne permettrait pas de satisfaire les besoins de liquidités internationales : les

quantités d'or disponibles sont trop faibles, et la production de l'or n'augmente pas autant que les échanges.

— Qu'à cela ne tienne ! Il suffit de relever le prix du métal, inchangé depuis trente-cinq ans, pour gonfler les disponibilités nominales et pour stimuler l'extraction.

— Moyennant quoi, n'est-ce pas ? le monde sera plongé dans une inflation délirante...

— Une inflation que nous savons fort bien comment contrecarrer...

Ainsi rebondit sans fin un débat dans lequel s'illustrent, d'un côté M. Jacques Rueff et les Sud-Africains, de l'autre la plupart des maîtres de la science économique contemporaine et leurs alliés Américains.

On aimerait pouvoir dire que les faits trancheront. Mais les faits eux-mêmes sont infléchis par les doctrinaires ou par les politiciens, au service d'idées et d'intérêts. Les faits, jusqu'à nouvel ordre, ne décident pas qui a raison : ils obéissent aux bonnes ou mauvaises raisons de ceux qui ont le moyen de décider. Et, pour l'heure, il n'est pas douteux que seule l'Amérique a ce moyen.

Observons donc les faits, tels qu'ils se déroulent depuis deux ans.

La politique américaine de l'or a trouvé sa dernière expression dans l'accord de Washington du 18 mars 1968. Auparavant, le Trésor fédéral achetait, à 35 dollars l'once, tout le métal jaune qui lui était offert, et changeait à ce tarif tous les dollars qui lui étaient proposés par des non-résidents. Désormais, ni le Trésor américain ni aucune des grandes Banques Centrales n'achèteront plus de l'or sur le marché libre ni ne lui en fourniront. Il y a coupure entre les organismes officiels, qui pétrifient l'once à 35 dollars, et les transactions privées, qui s'effectuent à des cours flottants.

En cette circonstance, les États-Unis se sont mis sur la défensive. Ils perdaient de l'or depuis des années. La France persistait à convertir ses dollars en or, chaque fois que les excédents de sa balance le lui permettaient. La politique de « grandeur » du général de Gaulle, qui pouvait passer pour illusoire sur la plupart des plans, trouvait son expression la plus concrète sur le plan monétaire : le franc faisait vaciller le dollar.

Mais, après mars, il y a eu mai. Le 13 mai de ce mois, les étudiants élevaient des barricades rue Gay-Lussac, au cœur du Quartier latin. Cette nuit-là, le dollar a gagné la partie.

A dater de cet instant, les capitaux ont fui la France, les salaires et les prix français, entraînés bientôt dans le tourbillon de la « contestation » ont progressé de telle sorte que le commerce français a provisoirement perdu ses chances dans la compétition internationale. La France n'a plus les moyens de sa politique. Le franc a cessé d'être une monnaie forte. Du même coup, le dollar est rasséréné.

Qui pouvait dès lors lui tenir encore tête ? Qui pouvait le menacer de demandes de conversion en or ? Aucune des Banques centrales signataires de l'accord du 18 mars. Et, parmi les non-signataires, la Banque de France cessait de disposer d'excédents en dollars, tandis que l'Afrique du Sud ne disposait que d'excédents en or.

Libérée de toute pression et de toute menace, l'Amérique était désormais en mesure d'imposer son système monétaire. Parlait-on de réforme ? Elle faisait accélérer la mise en place de la formule des Droits de tirage spéciaux, qui étayait l'étalon-dollar en prolongeant le déficit américain, et à laquelle la France elle-même, passée au rang des nations débitrices, finissait par se résigner. L'Afrique du Sud cherchait-elle à écouler sa production ? Sauf sur les marchés libres, elle ne trouvait guère que des guichets obstinément fermés. Les parités des changes, y compris celle du dollar, paraissaient-elles surévaluées ? L'Amérique obtenait de Bonn une revalorisation du Deutsche Mark, qui permettait au dollar, comme aux autres monnaies suspectes, de faire l'économie d'une dévaluation, et qui écartait la revalorisation de l'or.

Sans nul doute, dans cette rude bataille, le dollar marque des points, et l'or en perd : son échec s'est traduit par une baisse sensible sur les marchés libres où il avait coté près de 44 dollars l'once. Nombre d'experts en concluent que le métal a définitivement perdu la vocation monétaire, et ils le vouent par avance à une profonde dépréciation.

C'est peut-être aller vite en besogne : l'or garde des clients et des fidèles. Ses clients, ce sont tous ses utilisateurs industriels, des bijoutiers aux dentistes, des relieurs aux cosmonautes : ce genre de consommation ne cesse de grandir (200 millions de dollars en 1958, 930 en 1968, et demain bien davantage si le prix de l'once venait à fléchir). Ses fidèles, c'est l'immense foule des thésauriseurs privés, qui l'accumulent pour quelque 23 milliards de dollars (en gros, 5 milliards en France, 5 dans le reste de l'Europe, 5 en Amérique, 5 en Asie — notamment en Inde —, 3 en Afrique). Ceux-là n'amassent pas l'or seulement pour des raisons de sécurité monétaire, et pour éluder les dévaluations. Ils trouvent en lui une assurance contre les risques fiscaux et contre les risques de guerre. Ni les uns ni les autres, hélas ! ne sont jamais à exclure.

Voilà pourquoi, si le dollar l'emporte aujourd'hui, l'or attend son heure.